



Le 26 novembre,

tout.e.s mobilisé.e.s contre Hercule pour un service public de l'électricité sous contrôle citoyen

novembre 2020

SUD-Énergie appelle tous les agents à participer massivement à la journée de mobilisation du jeudi 26 novembre contre le projet Hercule.

Ce projet est un danger pour l'ensemble des agents :

- Pour les agents d'Enedis, qui devrait être ouvert aux capitaux privés, avec à la clé une possible mise en concurrence des concessions sur le réseau de distribution ;
- Pour les agents de la Direction Commerce, qui se retrouveront en concurrence directe avec les autres fournisseurs, obligés d'acheter leur électricité à EDF producteur (Bleu) sur le marché, dans les mêmes conditions que les autres ;
- Pour les agents des activités renouvelables, exposés eux-aussi à une plus large privatisation, et toujours exclus illicitement de la convention collective (statut des IEG) ;
- Pour les agents du Nucléaire, du Thermique et de l'Hydraulique, isolés dans des filiales séparées les unes des autres, ce qui constitue un danger pour les évolutions de carrière, particulièrement en cas de décroissance de certaines filières ;
- Pour les agents des services support (Recherche, Ingénierie, fonctions support administratives, etc.), dont la place n'a toujours pas été précisée, et qui risquent de se trouver éclatés et affaiblis.

Plus généralement, ce projet est un risque pour tou-te-s les salarié-e-s du secteur, isolé-e-s dans une multitude de filiales et de concurrents, fragilisant leur statut et rendant la défense collective plus complexe.

Ce projet serait aussi un nouveau coup porté à tous les usagers, au service public de l'électricité, et à la réussite de la transition énergétique écologique.

La libéralisation du secteur électrique est un échec incontestable, et le projet Hercule propose de s'enfoncer davantage dans cette voie, hors de tout contrôle démocratique. Les citoyens ne veulent pas de cette concurrence, les salariés non plus. Ça suffit ! Mais **rien ne les arrêtera, malgré l'évidence des faits, si ce n'est une mobilisation forte des salarié-e-s**. Cette mobilisation permettra de forcer le débat, d'alerter les citoyens et les élus, et de les pousser à stopper ce détournement de biens publics au détriment de l'intérêt général.

À l'heure où les communs sont remis à l'honneur dans le contexte de cette pandémie, **nous devons mettre un terme au découpage du secteur électrique** qui ne vise qu'à permettre à des intérêts privés de prendre leur part du gâteau.

Nous devons réinventer ensemble et imposer un service public de l'électricité, sous contrôle de ses salariés et des citoyens. Un service basé sur une entreprise publique intégrée, débarrassée de ses objectifs de rentabilité financière à court terme, une entreprise à même de garantir une électricité pour tous au moindre coût et d'investir à long terme pour la transition écologique essentielle face à l'urgence climatique. Une entreprise qui traite bien tous ses salariés, sur la base d'un statut du personnel unique, et qui **mette fin à la sous-traitance** ne visant qu'au dumping social, en réintégrant l'ensemble des salariés sous-traitants (Article 4 du statut). Un service public complété d'un **volet dédié à maîtrise de la demande**, accompagnant les citoyens et les entreprises vers une baisse nécessaire de la consommation énergétique.

SUD-Énergie se mobilise depuis des mois contre ce projet Hercule, depuis des années contre la libéralisation du secteur électrique, produisant des analyses (voir [sur notre site les tracts et vidéos](#)), alertant les élus, associations et citoyens. Nous regrettons une fois de plus de ne pas être associés aux appels intersyndicaux. Mais, convaincus que l'enjeu nécessite l'unité, nous nous joignons à l'appel intersyndical.

www.sudenergie.org
contact@sudenergie.org
tel : 06 32 80 98 93



BON, D'ACCORD,
ON VA ECLATER
LA BOÎTE EN
2, 3, 10 FILIALES...



BON, D'ACCORD,
ON N'AURA
PLUS LE DROIT
DE SE PARLER...



BON, D'ACCORD,
ON N'AURA
PLUS LE DROIT
DE SE PRÊTER
DE L'ARGENT
ENTRE FILIALES...



BON, D'ACCORD,
ON N'AURA
PLUS LE DROIT
D'ÉCHANGER
NOS DONNÉES...



BON, D'ACCORD,
ON N'AURA PLUS LE DROIT
D'UTILISER NOTRE TAILLE
POUR OBTENIR
DE MEILLEURS TAUX...



BON, D'ACCORD,
NOS COMMERCIAUX
DEVONT PASSER PAR
LE MARCHÉ, COMME
NOS CONCURRENTS,
POUR ACHETER
L'ÉLECTRICITÉ QUE
NOUS PRODUISONS...



MAIS
NOUS RESTERONS
UN GROUPE
IN-TÉ-GRÉ !!!

COMME L'A SI BIEN RÉSUMÉ
SHARON WAJSBROT, POUR LES ÉCHOS,
DANS SON ARTICLE DU 10 OCTOBRE 2020 :

" TOUTEFOIS, CE SCHEMA POURRAIT
AUSSI RENDRE PLUS ARDU
LE TRAVAIL DE PÉDAGOGIE NÉCESSAIRE
POUR CONVAINCRE QUE
CETTE RÉFORME N'ALTÈRE PAS
L'UNITÉ DU GROUPE EDF ! "

ILS NE NOUS PRENDRAIENT PAS
QUAND MÊME UN PETIT PEU
POUR DES IMBÉCILES ?